LA GRÈCE SOMMÉE DE QUITTER L'EUROPE ET DAESH S'Y INSTALLE

Bruxelles chasse Aristote et éteint les lumières de l'islam

En Europe, rien ne va plus. C'est clair. Evident. Les hommes politiques et les sphères décisionnelles sont tétanisés, ne savent plus à quels saints se vouer. Il n'y a plus de modus operandi.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Situation vécue à plusieurs reprises à travers son histoire mais que l'Europe refuse d'affronter avec clairvoyance et vaillance.

Le Vieux-Continent renoue avec ses vieux réflexes faits de peur de l'autre, de rejet du différent, de repli sur soi et les analyses «bidon» sont servies à satiété par des experts, des connaisseurs et des leaders d'opinion de pacotille.

Les gens sérieux ne sont pas — plus — écoutés et l'Islam et la Grèce sont en première ligne de la chasse aux sorcières.

Les Grecs sont accusés de toutes les tares matérielles et immatérielles de la planète. Ils sont traficants, fainéants, abusent des solidarités européennes, notamment allemandes, poltrons, ils n'ont pas su se défendre contre les Ottomans et les colonels, ne paient pas les impôts et n'ont plus rien à voir avec les Athéniens de l'Antiquité. Sur arrière-fond raciste, des écrits et des envolées historico-lyriques expliquent, le plus naturellement du monde, que les actuels Grecs ne sont en définitive que des Kosovars, Bulgares, Roumains et que les habitants premiers du pays d'Apollon et d'Ulysse ont disparu ou vivent reclus, en dehors des bouleversements actuels.

Comprendre qu'une exclusion de la Grèce de l'espace européen ne doit pas poser de problèmes particuliers, puisqu'il s'agira de mettre à la porte, non pas Aristote, mais les Métèques. Ce qui est commode et épouse l'air du temps. Seuls les musulmans d'ici subissent, plus que les pauvres Grecs, beaucoup plus.

A Bruxelles, Paris, Cologne, Rotterdam, Lyon, Marseille, Bordeaux, Namur, Berlin, Luxembourg-City, Copenhague ou ailleurs, Madrid, Barcelone, La Haye, Lisbonne, Londres, les pisteurs de l'Islam, les savants en la chose de Mohamed, fleurissent et poussent comme des champignons et les affirmations, péremptoires, étant définitives. L'Islam est-il compatible avec la démocratie ? Poser la question est en quelque sorte y répondre et c'est assurément, non ! Puisque les Kouachi, Merah, Koulibaly, Amel Boumediène, Salhi, le tueur tunisien de Sousse, Daesh, Aqmi, Enosra, se proclament de cette religion, c'est que, sans doute, cette religion pose problème. Les coups bas et tordus d'intellectuels blancs pour aller dans ce sens sont légion et se multiplient. Rares sont celles et ceux qui osent la contradiction, non pas qu'ils n'existent pas, mais médiatiquement, ils sont étouffés, on ne fait pas appel à eux, et lorsque cela advient, ils sont noyés dans le flot ininterrompu des assertions, des formules à l'emporte-pièce et des préjugés défavorables.

Comment dans ces conditions placer des évidences et dire que l'Algérie a subi, à elle seule, le terrorisme destructeur dans les années 80 et 90, plus que tous les pays actuellement touchés ?

Ça ne passe pas. Parce que selon les dogmes dominants actuellement, les massacres d'Algériens étaient le fait d'autres Algériens et que c'était une guerre civile, inter-religieuse. Le jour où Salhi est descendu sur l'Isère pour décapiter son patron, une quarantaine de personnes étaient flinguées à Sousse, mais elles étaient européennes, ce qui explique la relative bonne couverture médiatique de l'horreur de la plage tunisienne. Les victimes auraient été autochtones, nul doute que les médias ne se seraient intéressés qu'au seul cas de l'attentat de la région lyonnaise.

Pour que tout soit complet, des leaders de premier rang de partis traditionnels, de système, de gouvernance, donc habilités à peser les mots et à ne pas surenchérir, mêlent leurs voix à celles de l'extrême-droite.

Une partie des «Républicains» de Sarkozy et Sarkozy lui-même, des poids lourds du libéralisme néerlandais ou belge, des personnalités de la droite en Espagne ou en Autriche empruntent aux porteurs de xénophobie, de racisme et d'islamophobie.

Et ne voilà-t-il pas que Manuel Valls, socialiste jusqu'à ample informé, Premier ministre de France, prend ce chemin de la honte. Valls est allé gambader dans la «guerre des civilisations» en évoquant le danger Daesh et terroriste dans son pays. C'est ce concept qui a déclenché la guerre de Bush en Irak, déboulonné Saddam Hussein, délabré le pays et installé, durablement, le chaos dans la région et ouvert le chemin à Daesh. Au nom de la «guerre des civilisation», l'OTAN, Bernad Henry-Lévy et N. Sarkozy s'en sont allés guerroyer en Libye et y installer le chaos.

L'Union européenne est entrée dans une phase avancée de folie. Elle s'attelle à chasser la Grèce et Daesh la pénètre. Inquisition.

A. M.

TROIS JOURS APRÈS LA TUERIE DE SOUSSE

Tunis annonce de premières arrestations en lien avec l'attentat

La Tunisie a annoncé lundi avoir procédé à de premières arrestations en lien avec l'attentat sanglant de vendredi dans un hôtel en bord de mer à Port El Kantaoui, sans toutefois préciser leur nombre ou leur affiliation.

«Nous avons commencé par arrêter un premier groupe, dont le nombre est important, du réseau qui était derrière ce criminel terroriste», a déclaré le ministre de l'Intérieur Najem Gharsalli en allusion à l'auteur de l'attaque, identifié par les autorités comme étant Seifeddine Rezgui, un étudiant de 23 ans.

«Toute personne ayant fourni un soutien logistique ou financier» à l'attaque sera arrêtée, a-t-il affirmé, en ajoutant : «Je promets aux victimes (...) que ces tueurs criminels seront présentés à la justice tunisienne pour être punis de manière juste.»

M. Gharsalli s'exprimait lors d'une conférence de presse dans l'hôtel où s'est produit le carnage, aux côtés de ses homologues français, allemand et britannique. Le ministre a remercié ses homologues de leur présence «en ces moments difficiles» pour la Tunisie. «Nous partageons et défendons les mêmes valeurs» et «nous avons étudié ce que nous pouvions faire ensemble à l'avenir pour développer la coopération sécuritaire», a-t-il ajouté.

M. Gharsalli a en outre rappelé que son gouvernement avait décidé de déployer des policiers armés sur les plages du pays et à l'intérieur des hôtels ainsi que de fermer toutes les mosquées «diffusant un discours de haine (...) pour diviser les Tunisiens».

ÉGYPTE

Le procureur général égyptien tué dans un attentat au Caire

Le procureur général égyptien, Hicham Barakat, a été tué lundi dans un attentat à la bombe au Caire, mené un mois après un appel du groupe djihadiste Etat islamique (Daesh) à s'en prendre au corps judiciaire pour venger l'exécution de ses partisans.

Cette attaque est la plus spectaculaire menée au Caire contre de hauts responsables depuis la tentative d'assassinat du ministre de l'Intérieur dans un attentat-suicide en 2013. En tant que procureur général, M. Barakat a déféré devant la justice des milliers d'islamistes dont des centaines ont été condamnés à mort, après la destitution par l'armée du président islamiste Mohamed Morsi en juillet 2013. Blessé le matin dans l'attaque contre son convoi, le procureur a été transporté à l'hôpital où «il est décédé», a déclaré à l'AFP le ministre de la Justice, Ahmed al-Zind. L'explosion a totalement détruit au moins cinq voitures et fait exploser les vitrines de plusieurs magasins dans le quartier huppé de Héliopolis, dans le nord de la capitale égyptienne. Des taches de sang étaient visibles dans la rue. M. Barakat est décédé en raison d'une défaillance d'organes liée à la gravité de ses blessures, a déclaré à l'AFP un médecin l'ayant soigné.

Un responsable de la police avait précédemment précisé que le procureur avait été atteint par des bris de verre dus à l'explosion, qui a eu lieu devant une académie militaire. Un médecin à l'hôpital avait aussi affirmé qu'il souffrait d'«une hémorragie interne à la poitrine».

TURQUIE

Réunion de sécurité sur fond de rumeurs d'opération militaire en Syrie

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a présidé lundi une importante réunion de sécurité consacrée à la situation en Syrie, sur fond d'informations de presse insistantes évoquant une intervention militaire turque sur le sol de son voisin. La réunion, mensuelle, du Conseil national de sécurité (MGK) a débuté peu après 15h au palais présidentiel d'Ankara, en présence de M. Erdogan, de son Premier ministre Ahmet Davutoglu, des ministres en charge des affaires de sécurité et de l'état-major de l'armée, ont rapporté les médias turcs.

Depuis que les milices kurdes ont chassé mi-juin les djihadistes du groupe Etat islamique (EI) de la ville frontalière syrienne de Tall Abyad, les dirigeants islamo-conservateurs turcs ont manifesté à plusieurs reprises leur inquiétude quant à la progression des forces kurdes le long de leur frontière avec la Syrie.

Le chef de l'Etat a répété que son pays «ne permettra jamais l'établissement d'un nouvel Etat» dans le nord de la Syrie, en référence à une région autonome kurde de Syrie susceptible d'inspirer les quelque 15 millions de Kurdes de Turquie.

Dimanche soir, M. Davutoglu a répété que son pays était «prêt» à répondre «à toute menace potentielle à ses frontières». «Notre nation et nos forces armées sont déterminées à maintenir un environnement pacifique dans notre pays», a-t-il dit devant la presse.

Plusieurs médias turcs ont affirmé que le gouvernement envisageait une opération militaire en Syrie pour repousser loin de ses frontières les combattants de l'EI et empêcher en même temps la progression des forces kurdes, proches des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui mènent la rébellion en Turquie depuis 1984.

En octobre dernier, le Parlement turc avait autorisé l'armée à intervenir militairement en Irak et en Syrie contre les djihadistes.

Mais le gouvernement turc était resté l'arme au pied pendant toute la bataille pour le contrôle de la ville frontalière syrienne de Kobané, qui s'est soldée en janvier par la victoire des Kurdes sur les djihadistes.

Les pays occidentaux reprochent régulièrement au gouvernement turc sa complaisance vis-à-vis des djihadistes, ce qu'Ankara a toujours farouchement démenti.

YEMEN

L'ONU veut faire face à la dégradation de la situation humanitaire

L'ONU veut faire face à la dégradation de la situation humanitaire au Yémen en dépit d'immenses défis et graves problèmes de sécurité sur le terrain, alors que les violences perduraient dimanche dans le pays notamment à la frontière saoudienne.

La situation humanitaire au Yémen se détériore de jour en jour, malgré les efforts continus des Nations-Unies pour aider les parties prenantes yéménites à parvenir à une solution politique à la crise.

Le Bureau des Nations-Unies de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a annoncé qu'il envisageait de débloquer des fonds supplémentaires d'urgence afin de venir en aide aux millions de civils yéménites pris au piège par les combats. Pour sa part, le secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien, a annoncé la mise à disposition de 25 millions de dollars supplémentaires par le Fonds central des Nations-Unies pour les interventions d'urgence (Cerf).

Ces fonds seront destinés à soutenir des opérations de sauvetage dans le pays, y compris l'apport de nourriture, de carburant, de médicaments, de matériel d'urgence, d'eau potable et de soins de santé aux Yéménites qui en ont besoin. En outre, l'ONU a réclamé la reprise de l'approvisionnement du Yémen par des navires commerciaux afin d'éviter une famine dans le pays. «Il est vital que les navires commerciaux puissent revenir» dans les ports yéménites car le pays dépend à 90% de ces importations, a déclaré M. O'Brien.

La pénurie de carburant affecte aussi les établissements de soins, dont 160 au moins ont dû fermer. «Le système de santé menace de s'effondrer», a prévenu M. O'Brien.

Des diplomates à l'ONU accusent l'Arabie saoudite d'avoir imposé un véritable «blocus maritime» au Yémen dans le cadre de la campagne menée depuis fin mars par une coalition arabe contre les rebelles chiites houthis et leurs alliés. Face à la gravité d'une telle situation, les 15 pays membres du Conseil de sécurité ont «souligné l'urgence de permettre aux fournitures commerciales d'entrer dans le pays pour des impératifs humanitaires, à cause de la forte dépendance du Yémen et de sa population envers les importations de nourriture et de carburant».

Le Conseil s'est déclaré «très inquiet de la détérioration de la situation humanitaire au Yémen, y compris le risque de famine» et a encouragé les donateurs à se montrer plus généreux. Les 15 pays ont réitéré leur appel en faveur d'une trêve humanitaire et demandé aux factions yéménites de reprendre «sans condition préalable et de bonne foi» des négociations de paix, après l'échec des récentes discussions à Genève sous l'égide de l'ONU.

Un garde-frontière saoudien a été tué et un autre blessé par des tirs de roquettes depuis le Yémen. Les tirs contre des gardes-frontières se sont produits samedi dans le secteur de Jizan dans le sud de l'Arabie Saoudite.

Les autorités saoudiennes n'ont pas identifié les auteurs des tirs, mais les rebelles houthis qu'elles combattent au Yémen depuis trois mois dans le cadre d'une coalition ont déjà bombardé à plusieurs reprises le territoire saoudien. Mercredi dernier, deux soldats des forces terrestres saoudiennes avaient trouvé la mort à la suite d'un tir d'obus en provenance du territoire yéménite dans le secteur de Jazan. Un garde-frontière a aussi été tué au poste frontalier d'Alab, dans la région d'Assir.

Lundi, un sous-officier des Emirats arabes unis, qui participe à la coalition, a été tué dans des échanges de tirs avec les rebelles houthis dans le secteur de Najrane, toujours à la frontière entre l'Arabie Saoudite et le Yémen.

Au moins 44 personnes, des militaires et des civils, ont trouvé la mort depuis la fin mars dans de tels bombardements.

Par ailleurs, un incendie s'est déclaré samedi dernier dans la raffinerie de pétrole d'Aden, dans le sud du Yémen, après que les rebelles ont bombardé le port tout proche pour empêcher un navire d'aide humanitaire d'accoster. La coalition a procédé samedi à «au moins 15 raids aériens» dans plusieurs secteurs d'Aden. Selon l'ONU, les combats au Yémen ont déjà fait 2 800 morts, dont 1 400 civils, et 13 000 blessés depuis mars.